



## Quel avenir pour la branche AG/CO... et pour la DGDDI dans son ensemble ?

*En plus de la concentration des fonctions fiscales, comptables et « supports », la pierre angulaire du projet de l'administration est la démarche Grands Comptes (dédouanement).*

*Il est patent que la Lutte Contre la Fraude (LCF), au-delà d'un peu de décorum et d'un pilotage / concentration (là-aussi...) affirmé, n'est manifestement pas ce qui hante les nuits de notre chère administration... En tout cas, pour rester dans le fil olympique de l'été, ce n'est pas ce qui se trouve sur la première marche du podium. Même les renforcements en personnels et en équipements, sont des conséquences (contexte terroriste), bien plus que des choix politiques profonds, comme le montrent les orientations d'avant les attentats de 2015.*

### 1°) En OPCO : le(s) Grand(s) Compte(s) à rebours

#### a) Le projet

Pour mémoire, rappelons que la DG souhaite concentrer au minimum les 2/3 du dédouanement dans le réseau Grands Comptes.

En fait, on a rapidement vu que même des sociétés qui n'étaient pas visées au début, faisaient l'objet d'insistants appels du pied pour rejoindre ce « cercle des happy (not so) few ».

Le moindre succès en la matière est d'ailleurs célébré avec des accents vibronnant, parfois à la limite du ridicule, ce qui traduit assez bien le sens profond de la chose.

À notre sens, en termes d'ambitions, on serait plutôt dans les 80 % du trafic douanier. En tout état de cause et sans risque de beaucoup se tromper, on peut considérer que la part non SGC sera dans l'ordre du « résiduel ».

#### b) Les conséquences

Dès lors, on peut nourrir de grandes craintes pour le maillage des bureaux dans son ensemble.

Il suffit d'appuyer sur l'accélérateur (libéral) (façon 2017?), pour tomber des plus de 6000 agents aux environs de 2000, concentrés sur les 4 services dédiés et les plateformes logistiques (Le Havre, Roissy, Marseille, ...).

Ce n'est peut être pas l'ambition des responsables politiques actuels, mais tout cela pourrait être totalement rebattu dans 8 mois ! Et ce qui est « génial », c'est que tous les outils auront été mis en place pour une telle évolution s'agissant de la Douane...

#### c) Nos commentaires

La Dg essaye de rassurer (un peu) tout le monde, en indiquant que la présentation des marchandises se fera toujours dans les actuels bureaux de dédouanement.

Mais il ne faudrait pas prendre les gens pour plus idiots qu'ils ne sont : la démarche Grands Comptes emporte, par essence, un traitement très léger en termes de contrôle pour ces « partenaires » qu'on veut choyer.

Par simple logique, on voit bien que le contrôle réel sera plutôt de l'ordre de l'exception. Ce qui nous renvoie aux perspectives décrites ci-avant.

### 2°) En SURV : l'acompte avant le décompte ?

#### a) Unité et complémentarité...

S'agissant de la Surveillance, il ne faut surtout pas la considérer comme un océan de tranquillité.

Si on en revient aux fondamentaux, la Surveillance douanière a une logique qui lui est propre, et qui est liée aux mouvements de marchandises (d'où la cohérence de la DGDDI - 1°) et de personnes, mais dans le sens détention de marchandises prohibées ou réglementées (d'où la cohérence de la DGDDI - 2°).

Pour faire court, un agent des Douanes n'est ni un policier, ni un gendarme : ses missions ont une orientation spécifique.

#### b) ...OPCO/SURV, même combat !

Or, si l'ensemble DGDDI s'affaiblit, par « l'évaporation » d'une large partie de son réseau et la perte d'une emprise sur le réel s'agissant de la grande majorité des flux à l'international, la Surveillance va se retrouver « un peu seule », exposée et sans ancrage fort.

Dès lors, elle pourrait très bien aller végéter comme supplétif de deuxième ou troisième rang dans un autre ministère, que tout le monde aura bien sûr identifié ... Quant à son lien avec le commerce international via la structure DGDDI, il sera bien évidemment fragilisé, pour ne pas dire cassé.

Même si la Surveillance accomplit un boulot aussi spécifique que conséquent, un peu plus de 8000 agents, ce n'est pas énorme à l'échelle de l'État et on peut très vite se retrouver sous-fifres dans un ensemble qui n'est pas le sien et qui le fera très vite sentir !

## **Pour conclure**

En conséquence, **les destins sont liés** et, si le devenir du dédouanement, est une question d'actualité, c'est l'ensemble de la structure qui pourrait rapidement être sur la sellette.

**Ces questions dépassent le cadre administratif et relèvent du champ politique.**

Dès lors, nous les posons ici officiellement aux « patrons » de Bercy : quel avenir voyez-vous à terme au dédouanement et plus largement à l'ensemble de la DGDDI ?

**Même si la portée de la réponse est limitée** dans le temps, par une échéance électorale majeure, elle n'en est **pas moins vitale** pour les agents et leurs missions.

**Si la politique consiste à donner du sens, ou du moins un sens, c'est exactement ce que nous vous demandons ici.**

Paris, le mardi 11 octobre 2016